Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur l'aide de la France à l'opposition en Syrie, à Paris le 17 octobre 2012.

2012-10-17

Mesdames,

Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier de votre présence. Je souhaite tout particulièrement la bienvenue au président du Conseil révolutionnaire civil de la ville de Maaret Al-Nouman, durement touchée ces derniers jours par l'appétit meurtrier du régime de Bachar Al-Assad. Bienvenue également aux représentants des conseils et comités civils de Homs, de Hama, du Djebel Zawiyeh, ainsi que de Tell Rifaat et d'Atarib dans la région d'Alep, qui tous ont fait le déplacement depuis l'intérieur de la Syrie pour cette réunion, et qui vont y retourner dans les prochains jours. J'accueille aussi le militant vivant en France depuis la réunion du 6 juillet, qui nous parlera lui du sud de la Syrie, y compris Damas.

Je veux surtout saluer, en notre nom à tous, l'engagement et le courage dont vous faites preuve pour faire vivre au quotidien, malgré la violence du régime, les idéaux d'une révolution qui, dès son commencement, s'est voulue démocratique et civile.

Il y a ici beaucoup de citoyens syriens exemplaires qui représentent les efforts d'une mobilisation collective qui, malgré et à travers les combats, demeure forte. Nous voulions aujourd'hui vous donner l'occasion de vous faire entendre, afin que nous puissions mieux vous aider et mieux comprendre votre rôle. Vous êtes venus nous parler de la situation sur le terrain, mais, plus encore, nous expliquer comment vous travaillez, comment vous vous organisez et surtout nous faire part de vos projets et de vos besoins.

Je voudrais dire un mot sur ce que fait mon pays. La France s'est engagée dès le début de la révolution aux côtés des manifestants pacifiques et de leurs aspirations légitimes et démocratiques. Nous avons multiplié les efforts au sein des différentes enceintes internationales et au travers des sanctions européennes, que nous avons encore prises récemment, pour accroître la pression sur le régime de Bachar.

Cela n'a pas suffit, notamment à cause du blocage que vous connaissez au Conseil de sécurité des Nations unies.

Pendant ce temps, le régime continue sa fuite en avant - 100, 200, 400 morts selon les jours -, redoublant de cruauté et de brutalité, lançant chars et avions contre la population, bombardant écoles et hôpitaux, tuant et torturant des hommes, des femmes et des enfants.

Dès le début, la France a tenu à apporter son soutien à l'opposition et au peuple syrien, au travers d'une aide essentiellement médicale et humanitaire. Nous l'avons fait discrètement à Damas grâce à l'action de l'ambassadeur Chevallier lorsque l'ambassade était ouverte. Nous avons persévéré et nous continuons d'apporter notre soutien au travers des réseaux locaux de solidarité et du courageux engagement des médecins syriens avec l'aide notamment de l'Union des organisations syriennes de secours médicaux, dont je salue la présence ici, parce qu'ils font un travail remarquable et très courageux.

Au cours des derniers mois, alors qu'il perdait progressivement le contrôle de la situation sur le terrain, le régime a franchi une nouvelle étape dans la violence en recourant aux MIG puis - ce qui n'est pas suffisamment connu du public - aux largages de barils de TNT et, plus récemment et encore, d'après les informations qui sont données, aux bombes à sous-munitions... La situation humanitaire s'est détériorée encore davantage, me conduisant à effectuer en août une tournée régionale dans les camps de réfugiés avant de convoquer le Conseil de sécurité des Nations unies, à la fin du mois d'août, pour une réunion ministérielle sur l'aide humanitaire.

Depuis la réunion des Amis du peuple syrien que nous avons organisée à Paris le 6 juillet, nous avons décidé, avec le président de la République, une nouvelle étape dans le soutien au peuple syrien. Nous souhaitons que puisse être rapidement constitué par une union de l'opposition un gouvernement provisoire représentatif, que nous reconnaîtrons. En attendant, nous avons lancé un programme de soutien direct aux conseils révolutionnaires civils, que ce soit dans les zones «libérées» ou dans les régions encore «occupées» par le régime.

Cette approche de soutien aux conseils révolutionnaires civils a recueilli dans la communauté internationale, chez mes collègues ministres des affaires étrangères, un grand intérêt. Plusieurs pays sont représentés ici parce qu'ils veulent se joindre à l'effort de la France dans ce domaine.

Notre objectif à travers ce soutien au Conseil révolutionnaire civil, poursuit concrètement quatre buts :

- fournir une aide à une partie de la population qui n'est pas touchée par les canaux humanitaires classiques (Nations unies, CICR, ONG internationales) que nous soutenons par ailleurs activement, et dont nous saluons l'action, même si celle-ci est contrainte par le régime de Damas ;

- soutenir directement des pôles de stabilité et de gouvernance locale en attendant de pouvoir s'appuyer sur un gouvernement provisoire, parce que nous pensons que ces pôles

qui ont été constitués à travers les personnes qui se sont distinguées au combat vont jouer un rôle très important pour le futur ;

- renforcer la crédibilité des civils pour la gouvernance de la Syrie de demain, parce que beaucoup de personnes se posent la question : que se passera-t-il après ? Il me semble que ces conseils révolutionnaires civils donnent un début de réponse à la question ;

- répondre au sentiment d'abandon du peuple syrien par la communauté internationale qui, souvent, se montre impuissante.

Depuis le 31 août, la France a ainsi mobilisé près des millions d'euros à destination de 15 comités civils dans les gouvernorats d'Alep, d'Idlib, de Homs, de Deir Ezzor, de Hama, Damas et de Lattaquié.

Cette aide a d'abord permis de répondre à des besoins humanitaires très urgents, notamment dans le domaine médical. Plusieurs milliers de familles sans revenu ont également bénéficié d'une aide alimentaire et financière directe, grâce au travail d'identification, quartier par quartier, mené par des comités de quartier travaillant pour les conseils révolutionnaires.

Dans les zones qui sont parvenues à se libérer, notre aide a notamment permis de restaurer certains services publics, comme la collecte des ordures et le nettoyage des rues, les travaux de voierie, la réparation des canalisations d'eau et du réseau électrique. Elle a également permis la conduite de projets comme la remise en état de plusieurs boulangeries industrielles qui fournissent quotidiennement du pain à environ 300.000 personnes par jour, ou par exemple d'établir une police locale au service des citoyens et non plus outil de répression. C'est cela en particulier qui a été apprécié par mes collègues ministres des affaires étrangères d'autres pays qui vont se joindre à cette initiative.

Ailleurs, à Hama, à Homs, mais aussi dans certaines périphéries de Lattaquié et de Damas, notre appui a permis de fournir une aide médicale et alimentaire d'urgence, et de répondre aux autres besoins de première nécessité.

J'ai été fier d'entendre les messages de remerciement adressés à la France par beaucoup de Syriens qui vivent un enfer imposé par un régime que je n'ai pas hésité à qualifier d'assassin. Mais je sais aussi que cela ne peut pas et ne doit pas constituer le seul axe d'action de la communauté internationale. Nous devons continuer à nous mobiliser pour que le régime de Bachar Al-Assad tombe et laisse la place à une transition démocratique.

Merci encore une fois à vous tous, représentants plus de vingt pays, représentants des organisations internationales, d'être à Paris aujourd'hui pour écouter avec attention ce que nos amis syriens, dont je veux saluer le courage, ont à nous dire et d'étudier ensemble les modalités de ce soutien à la population.

J'ai pris connaissance des résultats déjà obtenus et à travers ce que nous voyons déjà, il apparaît évident que l'après-Bachar a déjà commencé dans les zones qui ont réussi à se débarrasser du régime, mais aussi au-delà, dans ces parties du territoire que le régime ne contrôle que par la violence et où il a perdu la confiance du peuple.

Je vais maintenant vous laisser travailler. J'émets un souhait, que votre travail soit fructueux, que l'effort que fait la France soit rejoint par beaucoup d'autres et je prends un engagement à votre égard : je voudrais que nous nous retrouvions dans cette même salle et le plus vite possible, avec vous tous, quand la Syrie enfin sera libre.

Merci.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 18 octobre 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/186130-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-sur